

Un premier mai combatif.

Cette Journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs a rassemblé 300 000 manifestants dans 270 défilés à travers toute la France. 100 000 à Paris, 10 000 à Toulouse, 4 000 à Rennes, 15 000 à Marseille, 1 800 à Brest Un arrêté du haut-commissariat a interdit les manifestations, défilés et cortèges, 2 200 à Nancy, 4 000 à Caen, 8 000 à Nantes, Clermont-Ferrand 2 200, dans le cortège bordelais 3 000...

A Nouméa*, l'USTKE a marqué sa fête des travailleurs par un rassemblement convivial à Nouvill où une centaine de militants et sympathisants du syndicat USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités, indépendantiste) se sont rassemblés sur une plage.

Les menaces concernant l'emploi, le pouvoir d'achat et la paix étaient au cœur des cortèges. Partout les manifestants ont porté haut et fort leur opposition à la répression des soutiens de la Palestine et le génocide en cours. Ils s'inquiètent aussi du retour de la guerre et de ses conséquences : « *Les budgets militaires vont augmenter le social, le scolaire vont trinquer.* »

Des manifestations ont lieu aussi un peu partout dans le monde à l'occasion du 1^{er} mai. Une journée de lutte et de solidarité des travailleurs par-delà les frontières chaque 1er mai, tous les ouvriers et travailleurs du monde sont appelés à manifester. L'opposition turque, toujours mobilisée depuis l'arrestation du maire de la ville, s'est fait entendre, plus 400 arrestations.

Le premier mai n'est pas fait pour travailler, mais pour manifester et revendiquer. Centre, Droite et extrême droite veulent revenir sur l'une des plus anciennes conquêtes ouvrières voulant supprimer le jour chômé du 1^{er} mai pour les boulangeries ou les fleuristes... et demain pour les autres commerces ? Les porteurs de cette nouvelle loi n'excluent « *pas d'ouvrir la voie à d'autres professionnels* ». La liste des établissements concernés pourrait s'aligner sur ceux déjà autorisés à ouvrir le dimanche. Gouvernement et partis politiques au service du capital veulent effacer de la conscience ce que porte le 1^{er} mai et ce que pourraient revendiquer les travailleurs : la nécessité d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire avec le capitalisme.

Le gouvernement continue de peaufiner ses attaques de 40 milliards du budget de 2025 et celui de 2026, il vient de publier au journal officiel l'annulation de pas moins de 3,1 milliards d'euros de crédits votés dans le cadre de la loi de Finances de 2025 ! Des coups de rabot d'ampleur, affectant principalement les ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche, de la santé, de l'Écologie et d'autres. Ils s'ajoutent aux 11 milliards d'euros de crédit déjà annoncé comme gelés depuis le vote du budget en février dernier.

C'est une offensive à marche forcée d'une politique austéritaire au service de la militarisation voulue par Macron. Ainsi le gouvernement peut annuler des crédits budgétaires par simple décret ! Le ministre de l'Économie justifie cette nouvelle offensive en martelant toujours les mêmes arguments : « *La dégradation récente des perspectives macroéconomiques conduit à anticiper de moindres recettes publiques, en lien notamment avec une révision de la prévision de croissance à 0,7 %. Ces risques sont également renforcés par le contexte géopolitique incertain.* »

Pour résister et reprendre l'offensive qu'ouvre ce premier mai il faut dire clairement non aux réunions hebdomadaires avec Bercy et autres conclaves...les directions syndicales doivent préparer la lutte à la hauteur des attaques en cours et à venir. Il est impératif de rompre avec ces logiques de collaboration de classe en imposant un plan de bataille à la hauteur des enjeux et offensives anti-sociales de ce gouvernement et du patronat. Non les travailleurs n'ont pas à faire bloc derrière eux et à accepter des sacrifices

*ArcelorMittal, avec plus d'un milliard de bénéfices et 300 millions d'aide de l'État annonce le licenciement de 600 personnes.

***191 magasins** de l'enseigne de prêt-à-porter Jennyfer vont fermer. Une disparition totale de l'entreprise **1000 employés** jetés comme des kleenex

*Le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics annonce la suppression de 3 000 emplois dans le monde, dont environ 1 000 sur les sites français

*119 sites industriels auraient fermé en France durant 2024 et près de 300 000 emplois seraient menacés par les plans sociaux.

Il n'y a pas d'autre choix que de lutter pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, afin de s'appropriier les moyens de production et d'échange, pour éliminer ce système. La SNCF a fait 1,6 milliard d'euros de bénéfices en 2024. Elle a nettement les moyens d'embaucher, d'augmenter les salaires et d'assurer des conditions de travail correctes. Les travailleurs se mobilisent dans la grève la semaine du 5 mai pour l'imposer ils ont mille fois raison.

Il est impératif d'exiger la construction d'un plan de bataille pour faire front aux licenciements, les coupes austéritaires et les offensives autoritaires en cours. Il est urgent d'organiser la riposte contre les attaques programmées et la course à l'armement faite sur le dos des travailleurs. Les 13 mai et 5 juin doivent être des points forts dans ce combat.

*Un arrêté du haut-commissariat a interdit les manifestations, défilés et cortèges, en raison des discussions qui se tiennent cette semaine en présence du ministre Manuel Valls.